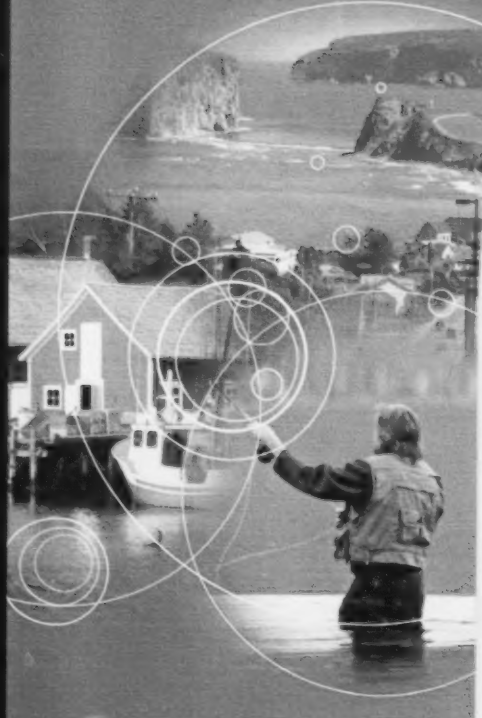
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2012

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Québec

Équipe de rédaction :

Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Amélie Martins, Danny Sanfaçon

Révision linguistique :

Esther Frève, Micheline Lampron

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Rüdiger Baun / Vladone / DIGIcal, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2012
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2012

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 8
- Indicateurs du marché du travail 8
- Nombre et taux de travailleurs 9

Comptes économiques 10
- Produit intérieur brut 10
- Revenu personnel 12

Conditions de vie et bien-être 14

Investissements et permis de bâtir 17
- Investissements 17
- Permis de bâtir 18

Santé 19

Éducation 21

Culture et communications 23

Concepts et définitions 25

Tableaux comparatifs 32

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine couvre une superficie de 77 944 km². Elle est composée de six municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE) : Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Bonaventure et Avignon, et regroupe 54 municipalités.

Avec une superficie en terre ferme de 20 317 km² (26,1 %) pour 93 130 habitants en 2011, la densité de population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est de 4,6 hab./km². Par contre, les zones développées ne couvrent qu'une surface de 56 km² (0,1 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 1 656 hab./ km².

La couverture du sol[1] de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est composée majoritairement de 57 627 km² d'eau (73,9 %), de 9 655 km² de forêts de conifères (12,4 %) et de 7 275 km² de forêts de mixtes (9,3 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 14 km², ce qui représente 0,02 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine compte 2 039 km² (2,6 %) d'aires protégées en 2012.

Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	281	0,4
Eau	57 627	73,9
Glace, roche, terrain découvert	974	1,2
Bryophytes et lichens	27	0,0
Arbustes	807	1,0
Terres humides	14	0,0
Plantes herbacées et toundra	138	0,2
Terres agricoles cultivées	485	0,6
Forêt de conifères	9 655	12,4
Forêt de feuillus	605	0,8
Forêt mixte	7 275	9,3
Zones développées	56	0,1

Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par la Direction des statistiques sociodémographiques

De toutes les régions du Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle où la population s'est réduite le plus fortement entre 1996 et 2011. Elle a vu plusieurs de ses habitants, surtout des jeunes, partir pour s'établir ailleurs au Québec au cours de cette période. En outre, les décès y sont plus nombreux que les naissances depuis plus d'une dizaine d'années. Il faut dire que la région se distingue par une population beaucoup plus âgée que la moyenne québécoise. Le rythme du déclin a toutefois grandement ralenti depuis la fin des années 1990, une évolution attribuable à des changements majeurs en matière de migration interrégionale. Les pertes migratoires enregistrées au profit des autres régions se sont en effet grandement atténuées dans la deuxième moitié de la décennie 2000, la région ayant même enregistré de légers gains au cours des deux dernières années.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine comptait 93 100 habitants au 1er juillet 2011, soit 1,2 % de la population du Québec. Elle arrive à l'avant-dernier rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, entre la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

Les MRC du Rocher-Percé, de La Côte-de-Gaspé et de Bonaventure regroupent chacune 19 % de la population régionale en 2011, soit près de 18 000 résidents. Avignon et Les Îles-de-la-Madeleine viennent ensuite avec une part respective de 16 % et 14 %. La Haute-Gaspésie est la MRC la moins populeuse, ses 11 900 habitants représentant 13 % de la population de la région.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population régionale, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 1996-2011p

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001r	2006r	2011p	1996-2001r	2001r-2006r	2006r-2011p	1996	2011p
	n				pour 1 000			%	
Les Îles-de-la-Madeleine	13 943	13 058	13 166	12 942	– 13,1	1,6	– 3,4	13,1	13,9
Le Rocher-Percé	21 608	19 607	18 465	17 819	– 19,4	–12,0	– 7,1	20,3	19,1
La Côte-de-Gaspé	21 078	18 855	17 944	17 819	– 22,3	– 9,9	– 1,4	19,8	19,1
La Haute-Gaspésie	13 906	12 936	12 355	11 870	– 14,5	– 9,2	– 8,0	13,1	12,7
Bonaventure	19 787	18 597	17 985	17 643	– 12,4	– 6,7	– 3,8	18,6	18,9
Avignon	16 082	15 546	15 247	15 037	– 6,8	– 3,9	– 2,8	15,1	16,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**106 404**	**98 599**	**95 162**	**93 130**	**– 15,2**	**– 7,1**	**– 4,3**	**100,0**	**100,0**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 979 663**	**4,1**	**6,3**	**8,9**	...	...

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2011.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar de la plupart des régions éloignées des grands centres, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a vu sa population se réduire entre 1996 et 2011[1]. L'atténuation du rythme du déclin entre le début et la fin de cette période témoigne toutefois d'une amélioration du bilan démographique de la région. En effet, tandis que la population a décru à un taux annuel moyen de – 15,2 pour mille entre 1996 et 2001, les pertes ont été réduites à – 7,1 pour mille en 2001-2006 et se sont encore amoindries

1. La population est également moins nombreuse en 2011 qu'en 1996 dans le Bas-Saint-Laurent, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, en Abitibi-Témiscamingue et sur la Côte-Nord. Le Nord-du-Québec est la seule région éloignée qui compte plus d'habitants en fin de période. Les données relatives à ces régions peuvent être consultées dans les bulletins statistiques régionaux qui leur sont consacrés. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/bulletins/bull_regions.htm.

en 2006-2011, s'établissant à – 4,3 pour mille selon les données provisoires. Si cette réduction de l'ampleur des pertes est à souligner, les années de déclin ont néanmoins entraîné une légère baisse du poids démographique de la région dans l'ensemble du Québec; en 1996, ce poids était de 1,5 %.

Presque toutes les MRC de la région ont amélioré leur bilan démographique entre 2006 et 2011, comparativement aux deux périodes précédentes. Les Îles-de-la-Madeleine représentent la seule exception. Elles terminent la période 2006-2011 avec des pertes de l'ordre de – 3,4 pour mille, tandis qu'elles avaient connu une légère croissance entre 2001 et 2006. Les pertes enregistrées au cours de la période la plus récente sont toutefois de moindre ampleur qu'à la fin des années 1990 (– 13,1 pour mille). Dans le reste de la région, le rythme du déclin a ralenti d'une période à l'autre. L'atténuation des pertes est particulièrement notable dans la MRC de La Côte-de-Gaspé, qui n'est plus que faiblement déficitaire entre 2006 et 2011 (– 1,4 pour mille), tandis que la population s'y était réduite en moyenne à un rythme annuel de – 22,3 pour mille entre 1996 et 2001.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC et TE entre 2006 et 2011. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

La population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est nettement plus âgée que celle de l'ensemble du Québec. La région affiche la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus la plus élevée (20,4 %), à égalité avec la Mauricie, et la proportion de jeunes de moins de 20 ans la plus basse (18,7 %). La part de la population d'âge actif, soit les 20-64 ans, est légèrement inférieure (60,9 %) à celle du Québec dans son ensemble (62,6 %). L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est de 49,0 ans, le plus élevé de toutes les régions du Québec. L'âge médian de l'ensemble de la population du Québec est de 41,4 ans.

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2011[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Les Îles-de-la-Madeleine	12 942	2 295	8 262	2 385	100,0	17,7	63,8	18,4	48,0
Le Rocher-Percé	17 819	3 192	10 743	3 884	100,0	17,9	60,3	21,8	50,4
La Côte-de-Gaspé	17 819	3 266	11 160	3 393	100,0	18,3	62,6	19,0	48,0
La Haute-Gaspésie	11 870	2 123	7 172	2 575	100,0	17,9	60,4	21,7	50,5
Bonaventure	17 643	3 208	10 452	3 983	100,0	18,2	59,2	22,6	50,1
Avignon	15 037	3 315	8 972	2 750	100,0	22,0	59,7	18,3	47,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**93 130**	**17 399**	**56 761**	**18 970**	**100,0**	**18,7**	**60,9**	**20,4**	**49,0**
Ensemble du Québec	**7 979 663**	**1 729 982**	**4 996 131**	**1 253 550**	**100,0**	**21,7**	**62,6**	**15,7**	**41,4**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

L'âge médian de la MRC d'Avignon est le plus bas de la région, soit 47,1 ans, ce qui est néanmoins bien supérieur à la moyenne québécoise. Trois des MRC de la région ont un âge médian supérieur à 50 ans : La Haute-Gaspésie, Le Rocher-Percé et Bonaventure. Le TE des Îles-de-la-Madeleine se distingue quant à lui par une plus forte proportion d'individus d'âge actif que la moyenne québécoise.

Dans toutes les MRC de la région, la part des personnes âgées de 65 ans et plus est supérieure à la moyenne québécoise. Et, à l'exception d'Avignon, les MRC comptent toutes plus d'aînés que de jeunes de moins de 20 ans au sein de leur population. L'âge médian de la MRC d'Avignon est le plus bas de la région, soit 47,1 ans, ce qui est néanmoins bien supérieur à la moyenne québécoise. Trois des MRC de la région ont un âge médian supérieur à 50 ans : La Haute-Gaspésie, Le Rocher-Percé et Bonaventure. Le TE des Îles-de-la-Madeleine se distingue quant à elle par une plus forte proportion d'individus d'âge actif que la moyenne québécoise.

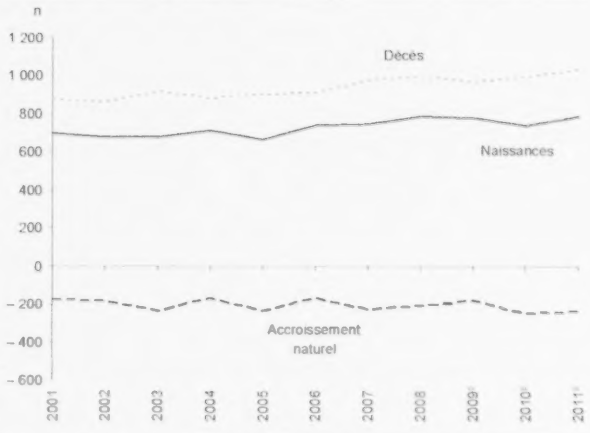
Naissances, décès et accroissement naturel

Selon des données provisoires, 789 bébés sont nés en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2011. Comme dans la plupart des autres régions du Québec, les naissances y ont augmenté depuis le début des années 2000. Par rapport aux 697 naissances de 2001, on compte 13 % plus de naissances en 2011. Cette hausse est cependant inférieure à la moyenne québécoise (20 %).

C'est une augmentation de la fécondité qui explique que les naissances soient un peu plus nombreuses en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en fin de période. De fait, tandis que l'indice synthétique de fécondité était inférieur à 1,5 enfant par femme de 2001 à 2005, il s'établit à 1,7 ou 1,8 depuis 2009. Cette hausse de la fécondité a permis de compenser une réduction importante du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants (15-49 ans).

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2001-2011[p]



Note : Les données sur les naissances de 2009 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les décès, leur nombre tend à augmenter en raison du contexte de vieillissement de la population commun à toutes les régions du Québec. En 2011, 1 032 décès ont ainsi été enregistrés en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, comparativement à 877 en 2001. Soulignons que la région est la seule, avec la Mauricie, où les décès ont excédé les naissances chaque année depuis la fin des années 1990. Cette situation s'explique par le fait que le vieillissement y est déjà beaucoup plus avancé qu'ailleurs au Québec. En 2011, l'excédent de décès par rapport aux naissances a entraîné un déficit de 243 personnes pour la région, un des plus importants en 10 ans. En comparaison, le déficit était de 180 personnes en 2001. Entre ces deux années, les décès ont augmenté plus rapidement que les naissances, d'où un accroissement naturel un peu plus négatif en fin de période.

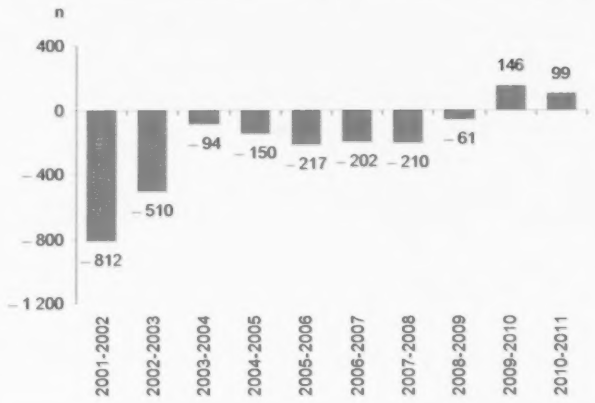
En 2011, l'accroissement naturel est négatif dans presque toutes les MRC de la région, seules les MRC d'Avignon et de La Côte-de-Gaspé parvenant à maintenir un équilibre entre les naissances et les décès (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Par rapport à la taille de sa population, c'est dans la MRC du Rocher-Percé que l'excédent de décès est le plus important.

Migration interrégionale

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistre depuis deux ans de légers gains dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Le solde migratoire y a été de + 146 personnes en 2009-2010 et de + 99 personnes en 2010-2011. Ces résultats contrastent avec les fortes pertes qu'elle a subies au début des années 2000 (– 812 personnes en 2001-2002) et les pertes plus modestes enregistrées par la suite. Cette évolution s'explique par une réduction appréciable du nombre de personnes qui quittent la région. D'environ 3 200 en 2001-2002, le nombre de sortants est passé à moins de 2 300 au cours des deux dernières années. Le nombre d'entrants est quant à lui demeuré plutôt stable, se maintenant entre 2 200 et 2 600 par année.

Figure 2.2

Solde migratoire interrégional, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2001-2002 à 2010-2011

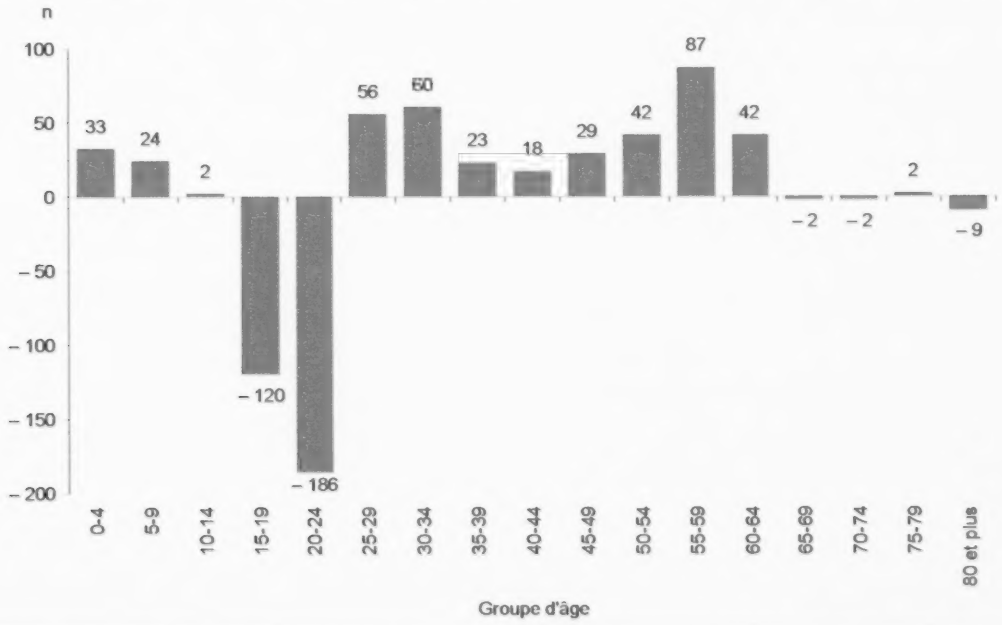


Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

En 2010-2011, le profil migratoire par groupe d'âge montre que la région fait des gains dans la plupart des groupes, bien qu'elle continue de subir des pertes chez les 15-24 ans. Celles-ci se sont toutefois sensiblement réduites depuis 10 ans. La région fait des gains surtout chez les 25-34 ans et les moins de 10 ans, mais également chez les 50-64 ans, ce qui reflète l'attraction que certaines MRC de la région exercent sur les jeunes retraités. Ce mouvement contribue cependant à amplifier le vieillissement de la population régionale.

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Le Bas-Saint-Laurent est la principale destination des personnes qui quittent la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, quoique la Capitale-Nationale et Montréal soient également des destinations fréquentes. La principale région d'origine de ceux qui s'établissent dans la région est Montréal, suivie de près par la Montérégie et la Capitale-Nationale. En 2010-2011, les échanges migratoires avec le Bas-Saint-Laurent (– 220) et la Capitale-Nationale (– 75) ont été défavorables à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, mais elle sort gagnante des échanges avec la Montérégie (+ 190) et Montréal (+ 127).

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2010-2011

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 220	4	285	12,1	1	505	22,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 20	14	22	0,9	13	42	1,9
Capitale-Nationale	– 75	3	371	15,7	2	446	19,7
Mauricie	2	12	49	2,1	11	47	2,1
Estrie	– 32	10	62	2,6	8	94	4,2
Montréal	127	1	469	19,9	3	342	15,1
Outaouais	– 5	13	29	1,2	14	34	1,5
Abitibi-Témiscamingue	– 1	15	21	0,9	15	22	1,0
Côte-Nord	– 21	8	79	3,3	7	100	4,4
Nord-du-Québec	– 3	16	9	0,4	16	12	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	...	...	...	...	...	...	...
Chaudière-Appalaches	– 3	7	115	4,9	5	118	5,2
Laval	27	9	71	3,0	12	44	1,9
Lanaudière	60	5	170	7,2	6	110	4,9
Laurentides	80	6	150	6,4	9	70	3,1
Montérégie	190	2	405	17,2	4	215	9,5
Centre-du-Québec	– 7	11	54	2,3	10	61	2,7
Total	**99**	...	**2 361**	**100,0**	...	**2 262**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

À l'échelle des MRC, la migration interne comprend les échanges avec l'ensemble des autres MRC, incluant celles faisant partie de la même région administrative. En 2010-2011, seules les MRC de La Côte-de-Gaspé et de La Haute-Gaspésie ont enregistré un solde migratoire négatif (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Les quatre autres MRC ont vu leur nombre d'entrants dépasser celui des sortants. Bonaventure est celle qui connaît les gains migratoires les plus importants.

3. Marché du travail

3.1 Indicateurs du marché du travail de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

En 2011, 1 600 emplois ont été créés en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; cela représente une croissance de 4,4 %. Compte tenu de son importance dans l'emploi total au Québec (1,0 %), cette progression est significative, puisqu'elle représente 4,2 % de la hausse de l'emploi à l'échelle de la province. Malgré une augmentation de 2,0 points résultant d'une croissance de l'emploi, à population en âge de travailler stable, le taux d'emploi de la région (48,3 %) demeure le plus faible du Québec.

La quasi-totalité des nouveaux emplois est occupée par les hommes (+ 1 500) et surtout les travailleurs âgés de 15 à 29 ans (+ 1 200). La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine demeure la région où les jeunes de 15-29 ans sont les moins présents en emploi (19,5 %). La création nette d'emploi s'observe uniquement dans le secteur des services (+ 2 000). De toutes les régions administratives, cette région affiche la proportion de femmes en emploi la plus élevée (49,7 %). On dénombre 1 000 nouveaux emplois à temps plein. Quant à l'emploi à temps partiel, il s'accroît légèrement et voit sa part dans l'emploi total de la région augmenter de 1,2 point de pourcentage, pour se fixer à 17,4 %.

Tableau 3.1.1

Caractéristiques du marché du travail, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2007-2011

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population active	k	41,5	43,1	40,7	42,7	43,4
Emploi	k	34,3	35,7	34,4	36,4	38,0
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	28,0	29,8	27,7	30,4	31,4
Emploi à temps partiel	k	6,3	5,9	6,7	5,9	6,6
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	5,5	6,5	6,6	6,2	7,4
30 ans et plus	k	28,8	29,2	27,8	30,2	30,6
Sexe						
Hommes	k	16,3	16,8	16,6	17,6	19,1
Femmes	k	18,0	18,9	17,7	18,8	18,9
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	7,6	6,9	7,1	7,3	9,3
Secteur des services	k	26,7	28,8	27,3	29,0	28,7
Chômeurs	k	7,2	7,4	6,4	6,3	5,4
Taux d'activité	%	52,5	54,6	51,6	54,3	55,2
Taux de chômage	%	17,3	17,2	15,7	14,8	12,4
Taux d'emploi	%	43,4	45,2	43,7	46,3	48,3
Part de l'emploi à temps partiel	%	18,4	16,5	19,5	16,2	17,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistre le taux de chômage le plus élevé (12,4 %) parmi les régions du Québec. Précisons que ce taux a toujours été le plus élevé depuis le début de la série chronologique, en 1987. Toutefois, il se situe au niveau historiquement le plus faible en 2011. Il baisse de 2,4 points, en raison d'une hausse de la population active (+ 1,6 %) plus faible que celle de l'emploi. Il y a, par ailleurs, 900 chômeurs en moins (– 14,3 %) dans cette région.

Le taux d'activité augmente de 0,9 point en 2011, à 55,2 %, soit le niveau le plus faible au Québec. Le fait que la population active augmente, sans que la population en âge de travailler ne varie, explique cette hausse. Depuis le début de la série chronologique, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche également les taux d'activité et d'emploi les plus faibles parmi les régions du Québec.

Entre 2007 et 2011, la région connaît une augmentation de 3 700 emplois. Comparativement aux autres régions, elle se classe au dernier rang en ce qui concerne le nombre d'emplois.

3.2 Nombre et taux de travailleurs des MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2010, la situation du marché du travail s'améliore dans l'ensemble des territoires supralocaux de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En ce qui a trait au nombre de travailleurs de 25 à 64 ans, tous les MRC et TE de la région connaissent une croissance supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 1,9 %), à l'exception de La Côte-de-Gaspé (+ 0,6 %) et de Bonaventure (+ 1,0 %). Les hausses les plus marquées sont notées dans Les Îles-de-la-Madeleine (+ 4,3 %), Le Rocher-Percé (+ 4,0 %) et Avignon (+ 4,0 %). Dans le cas du Rocher-Percé, il s'agit d'une quatrième hausse annuelle consécutive.

Tableau 3.2.1

Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ensemble du Québec, 2009-2010

	Nombre			Taux		
	2009r	2010p	Var. 10/09 (%)	2009r	2010p	Écart 10/09 (point de %)
Les Îles-de-la-Madeleine	4 760	4 966	4,3	61,7	64,4	2,7
Le Rocher-Percé	5 342	5 558	4,0	51,2	53,2	2,0
La Côte-de-Gaspé	6 927	6 971	0,6	67,3	67,9	0,6
La Haute-Gaspésie	3 632	3 772	3,9	52,0	54,7	2,7
Bonaventure	6 253	6 317	1,0	62,6	63,5	0,9
Avignon	5 030	5 231	4,0	60,1	62,1	2,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**31 944**	**32 815**	**2,7**	**59,4**	**61,1**	**1,7**
Ensemble du Québec	**3 212 872**	**3 272 575**	**1,9**	**72,6**	**73,5**	**0,9**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 31 décembre 2010.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Quant au taux de travailleurs, les plus fortes augmentations sont enregistrées dans Les Îles-de-la-Madeleine (+ 2,7 points) et La Haute-Gaspésie (+ 2,7 points), sous l'effet conjugué d'une croissance du nombre de travailleurs de 25-64 ans et d'une baisse de la population de ce même groupe d'âge. En dépit de cette hausse, La Haute-Gaspésie (54,7 %) continue de présenter, avec Le Rocher-Percé (53,2 %), le taux de travailleurs le plus faible de la province. Pour une huitième année d'affilée, c'est la MRC de La Côte-de-Gaspé (67,9 %) qui a le taux le plus élevé de la région. Notons, enfin, que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est l'une des seules régions administratives où aucun territoire supralocal n'affiche un taux de travailleurs supérieur à celui du Québec (73,5 %).

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2009, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) s'élève à 2,2 G$ dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Il s'agit de 0,8 % du PIB du Québec, ce qui en fait la région dont la part est la plus faible de l'économie du Québec. En effet, sa part est un peu en deçà de celle du Nord-du-Québec.

La croissance économique de la région en 2009, de 2,0 %, démontre de la vigueur en comparaison de celle du Québec (+ 0,6 %). Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) enregistré dans la région entre 2005 et 2009 se situe ainsi à 2,9 %, un peu en deçà de celui du Québec (+ 3,2 %). La région se classe au cinquième rang des 17 régions administratives en ce qui concerne l'évolution économique en 2009.

Produit intérieur brut par industrie

Les bons résultats de l'économie régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2009 proviennent des industries des services (+ 4,2 %), puisque celles productrices de biens régressent de 3,7 %. Avec un PIB de 1,6 G$, les industries des services occupent 73,1 % de l'économie régionale, soit une part un peu supérieure à celle du Québec qui se situe à 71,6 %.

La grande majorité des industries des services sont à la hausse en 2009. Les soins de santé et l'assistance sociale (+ 5,2 %), une des bases économiques de la région, le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,4 %), le commerce de gros (+ 25,5 %), les administrations publiques (+ 4,6 %) ainsi que l'hébergement et les services de restauration (+ 5,4 %), base économique notable de la région, contribuent de façon importante à la production haussière de ces industries. L'industrie de l'hébergement et des services de restauration présente un TCAM de 4,3 % au cours des quatre dernières années. Seuls les services professionnels, scientifiques et techniques (– 7,1 %) et les services administratifs, de soutien, de gestion de déchets et d'assainissement (– 2,0 %) diminuent cette année-là.

Avec une production de 599,4 M$, les industries productrices de biens occupent 26,9 % de l'économie régionale, part un peu plus faible que celle du Québec (28,4 %). En 2009, l'industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage (+ 7,4 %), principale base économique de la région, se redresse, tandis que celle des cultures agricoles et de l'élevage, une autre de ses bases économiques, présente à nouveau une mauvaise année avec un recul important, soit de 21,2 %. De mauvais résultats sont aussi observés dans l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière (– 7,2 %) et dans celle des activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie (– 8,8 %). Par contre, une autre base économique qui compte dans la région évolue à la hausse, soit l'industrie de l'extraction minière, pétrolière et gazière (+ 8,3 %). L'industrie de la fabrication chute de 12,5 %. L'industrie de la fabrication montre ainsi une décroissance annuelle moyenne de 4,3 % entre 2005 et 2009. En 2009, des baisses sont notamment observées dans l'industrie de la fabrication de produits en bois (– 2,7 %) et dans celle d'aliments (– 13,5 %), dont la part occupe près de 2 % de l'économie de la région.

Depuis 2005, la part des industries productrices de biens dans l'économie de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine diminue, de façon plus rapide qu'au Québec. En effet, cette part passe de 29,9 % en 2005 à 26,9 % en 2009 dans cette région, soit une perte de 3,1 points de pourcentage, tandis qu'elle passe de 31,1 % en 2005 à 28,4 % en 2009 au Québec, ce qui représente une perte de 2,8 points de pourcentage.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2008-2009

	2008[er]	2009[e]	Part de l'industrie en 2009	Variation annuelle moyenne 2009/2005	Variation 2009/2008
	k$			%	
Ensemble des industries	**2 186 732**	**2 230 131**	**100,0**	**2,9**	**2,0**
Secteur de production de biens	**622 196**	**599 384**	**26,9**	**0,2**	**– 3,7**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	127 896	118 631	5,3	– 11,7	– 7,2
Cultures agricoles et élevage	47 536	37 454	1,7	– 6,6	– 21,2
Foresterie et exploitation forestière	29 430	27 325	1,2	– 22,9	– 7,2
Pêche, chasse et piégeage	45 645	49 035	2,2	– 5,6	7,4
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	5 285	4 818	0,2	– 8,2	– 8,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	24 929	26 990	1,2	4,2	8,3
Services publics	x	x	...	...	...
Construction	x	x	...	...	...
Fabrication	148 566	129 962	5,8	– 4,3	– 12,5
Fabrication d'aliments	48 612	42 055	1,9	– 1,9	– 13,5
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	x	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	...	...	...
Fabrication de vêtements	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en bois	21 344	20 768	0,9	– 16,9	– 2,7
Fabrication du papier	x	x	...	...	...
Impression et activités connexes de soutien	x	x	...	...	...
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	x	x	...	...	...
Fabrication de produits minéraux non métalliques	x	x	...	...	...
Première transformation des métaux	x	x	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	x	x	...	...	...
Fabrication de machines	x	x	...	...	...
Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	x	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	x	x	...	...	...
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	x	x	...	...	...
Activités diverses de fabrication	x	x	...	...	...
Secteur des services	**1 564 536**	**1 630 747**	**73,1**	**4,0**	**4,2**
Commerce de gros	44 879	56 338	2,5	7,0	25,5
Commerce de détail	174 444	176 824	7,9	5,0	1,4
Transport et entreposage	91 335	94 178	4,2	7,7	3,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	30 940	34 509	1,5	8,9	11,5
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	285 866	298 346	13,4	2,0	4,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	42 146	39 154	1,8	8,3	– 7,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	35 770	35 041	1,6	4,2	– 2,0
Services d'enseignement	177 803	182 095	8,2	2,3	2,4
Soins de santé et assistance sociale	299 094	314 580	14,1	5,7	5,2
Arts,spectacles et loisirs	12 337	12 776	0,6	2,6	3,6
Hébergement et services de restauration	121 381	127 941	5,7	4,3	5,4
Autres services, sauf les administrations publiques	65 785	67 757	3,0	– 1,0	3,0
Administrations publiques	182 756	191 209	8,6	3,3	4,6

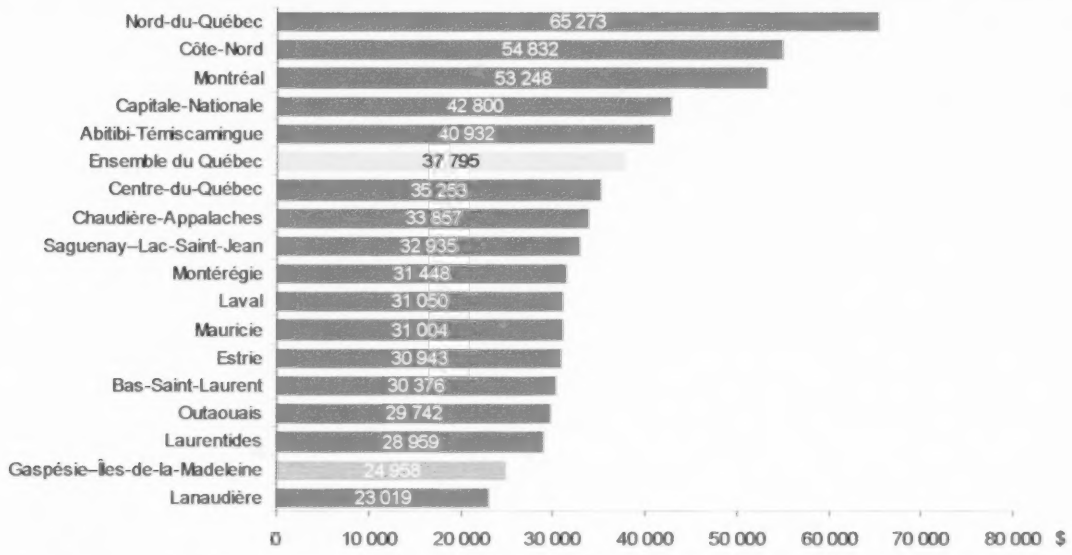
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine figure à l'avant-dernier rang parmi les régions administratives du Québec en 2010. En effet, le PIB par habitant atteint 24 958 $, en hausse de 4,8 % par rapport à 2009, à cause de la faible augmentation de la population de cette région couplée à une forte croissance de sa production. Au Québec, le PIB par habitant croît de 3,4 % en 2010, pour s'établir à 37 795 $.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir augmenté de 3,1 % en 2009, le revenu personnel par habitant croît dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine de 3,0 % en 2010, et il s'établit à 28 342 $. La hausse est attribuable essentiellement à l'augmentation des revenus d'emploi. Quant au revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers amputé des impôts directs et des cotisations au régime d'assurance sociale, il s'accroît de 3,1 % par rapport à 2009, pour se fixer à 22 959 $. La région continue ainsi d'afficher le revenu personnel disponible par habitant le plus bas de la province.

Par ailleurs, les résidents de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine reçoivent, en moyenne, davantage en transferts courants des différents paliers de gouvernement (9 503 $) que ceux du Québec (5 878 $). En raison d'un taux de chômage largement supérieur à la moyenne québécoise, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Qui plus est, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement âgée. Par rapport à 2009, les transferts des administrations publiques sont en hausse de 1,6 %, à cause notamment de l'augmentation des prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec ainsi que des subventions aux associations de bienfaisance.

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2009-2010

	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine			Ensemble du Québec		
	2009r	2010p	Variation 10/09	2009r	2010p	Variation 10/09
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	16 550	17 186	3,8	23 970	24 743	3,2
Revenu de placement	1 554	1 579	1,6	3 641	3 653	0,3
Transferts des administrations publiques	9 350	9 503	1,6	5 732	5 878	2,6
Autres sources de revenu	63	74	16,0	142	163	15,0
Revenu personnel	**27 518**	**28 342**	**3,0**	**33 484**	**34 437**	**2,8**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	5 250	5 383	2,5	7 637	7 795	2,1
Égale :						
Revenu personnel disponible	**22 268**	**22 959**	**3,1**	**25 847**	**26 642**	**3,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

La hausse du revenu disponible par habitant survenue dans la région en 2010 se reflète dans l'ensemble des territoires supralocaux, particulièrement dans Avignon (+ 4,9 %), La Haute-Gaspésie (+ 3,9 %) et Bonaventure (+ 3,3 %), qui enregistrent une croissance largement supérieure à celle que l'on observe au Québec (+ 3,1 %). Après avoir connu une croissance remarquable en 2009 (+ 5,0 %), Les Îles-de-la-Madeleine (+ 1,6 %) connaissent la plus faible augmentation du revenu disponible en 2010, en raison de la progression plus lente des revenus d'emploi. Néanmoins, Les Îles-de-la-Madeleine (24 762 $) continuent de présenter le revenu personnel disponible par habitant le plus élevé de la région. À l'opposé, c'est dans La Haute-Gaspésie (19 806 $) et Le Rocher-Percé (21 323 $) qu'il est le plus bas.

Les résidents d'Avignon et du Rocher-Percé sont ceux qui reçoivent le plus en transferts des administrations publiques. En 2010, ils ont reçu, en moyenne, plus de 10 000 $. Les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de l'assurance-emploi sont les principaux transferts dans ces MRC. En revanche, c'est dans La Côte-de-Gaspé (8 347 $) que les transferts gouvernementaux par habitant sont les plus bas. Les résidents de cette MRC ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale, étant donné que le taux de travailleurs y est plus élevé que partout ailleurs dans la région.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel, revenu personnel disponible et transferts des administrations publiques par habitant, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2009-2010

	Revenu personnel			Revenu personnel disponible			Transferts des administrations publiques		
	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09
	$/hab		%	$/hab		%	$/hab		%
Les Îles-de-la-Madeleine	30 293	30 743	1,5	24 374	24 762	1,6	9 065	9 264	2,2
Le Rocher-Percé	25 430	26 109	2,7	20 765	21 323	2,7	9 978	10 123	1,5
La Côte-de-Gaspé	29 758	30 423	2,2	23 512	24 092	2,5	8 274	8 347	0,9
La Haute-Gaspésie	23 272	24 289	4,4	19 059	19 806	3,9	9 064	9 133	0,8
Bonaventure	27 600	28 473	3,2	22 125	22 845	3,3	9 107	9 257	1,6
Avignon	28 286	29 563	4,5	23 526	24 677	4,9	10 644	10 927	2,7

Note : Selon la géographie et la dénomination au 31 décembre 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2009, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (9,7 %) que dans l'ensemble du Québec (9,8 %). De 2005 à 2009, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue dans la région (– 0,7 point), tandis qu'il augmente de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2008 seulement, le taux est en diminution de 0,3 point, comparativement à une augmentation de 0,1 point dans l'ensemble du Québec. C'est dans Avignon que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (14,3 %). À l'inverse, Les Îles-de-la-Madeleine affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la région (4,0 %). Au cours de la période 2005-2009, le taux de faible revenu des familles est en augmentation dans le territoire supralocal suivant : Avignon (+ 0,7 point). À l'inverse, ce taux est en diminution dans les territoires supralocaux suivants : Bonaventure (– 1,4 point), Le Rocher-Percé (– 1,2 point), La Côte-de-Gaspé (– 1,1 point), La Haute-Gaspésie (– 0,5 point), Les Îles-de-la-Madeleine (– 0,2 point).

Tableau 5.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009/2005
	%					point de pourcentage
Les Îles-de-la-Madeleine	4,2	4,0	4,0	3,5	4,0	– 0,2
Le Rocher-Percé	13,6	12,5	13,3	12,9	12,4	– 1,2
La Côte-de-Gaspé	7,6	7,1	7,2	6,7	6,5	– 1,1
La Haute-Gaspésie	14,7	13,9	15,2	14,1	14,1	– 0,5
Bonaventure	9,2	8,9	8,8	8,8	7,9	– 1,4
Avignon	13,6	13,3	14,3	14,7	14,3	0,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**10,4**	**9,9**	**10,4**	**10,0**	**9,7**	**– 0,7**
Ensemble du Québec	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**0,2**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2009.

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2009, ce taux est 4,5 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (27,6 %) qu'en ce qui concerne les couples (6,1 %). Entre 2005 et 2009, le taux augmente de 0,5 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une diminution de 0,6 point pour les couples. C'est Avignon qui affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la région en 2009 (39,0 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient au TE des Îles-de-la-Madeleine (14,6 %).

Toujours en 2009, on dénombre dans la région 2 750 familles à faible revenu, dont 1 320 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 2 880 en 2005 à 2 560 en 2009, soit une diminution de 11,1 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants de la région (– 9,1 %).

Tableau 5.2

Taux de faible revenu selon le type de famille, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009/2005
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**10,4**	**9,9**	**10,4**	**10,0**	**9,7**	**– 0,7**
Famille comptant un couple	**6,7**	**6,6**	**6,8**	**6,4**	**6,1**	**– 0,6**
Sans enfants	8,0	7,5	7,6	7,0	6,9	– 1,1
Avec 1 enfant	4,8	5,5	5,6	5,3	4,6	– 0,2
Avec 2 enfants	5,0	4,6	5,4	5,3	4,3	– 0,6
Avec 3 enfants et plus	9,3	9,9	9,9	9,8	9,4	0,1
Famille monoparentale	**27,0**	**25,4**	**27,7**	**27,8**	**27,6**	**0,5**
Avec 1 enfant	24,3	23,0	24,8	24,7	24,4	0,1
Avec 2 enfants	29,9	27,9	28,7	28,8	30,2	0,3
Avec 3 enfants et plus	42,5	40,5	50,0	52,8	48,6	6,1

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2008 à 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 2,2 % dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Cette augmentation est plus élevée que celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 0,3 %). On constate que les territoires supralocaux suivants profitent d'une croissance réelle : Le Rocher-Percé (+ 4,3 %), Les Îles-de-la-Madeleine (+ 3,3 %), Bonaventure (+ 2,4 %), La Côte-de-Gaspé (+ 1,8 %), Avignon (+ 1,1 %), La Haute-Gaspésie (+ 0,9 %). À l'inverse, aucun territoire supralocal de la région n'a vu son revenu médian décroître. Aussi, la région est en retard par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 52 870 $, comparativement à 64 420 $ au Québec. Mentionnons que c'est la présente région administrative qui, de toutes les régions, affiche le revenu médian le moins élevé (52 870 $). Tous les territoires supralocaux de la région enregistrent en 2009 un revenu inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Tableau 5.3

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Les Îles-de-la-Madeleine	58 954	60 890	3,3
Le Rocher-Percé	45 340	47 310	4,3
La Côte-de-Gaspé	58 672	59 700	1,8
La Haute-Gaspésie	44 303	44 690	0,9
Bonaventure	52 464	53 720	2,4
Avignon	49 828	50 360	1,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**51 739**	**52 870**	**2,2**
Ensemble du Québec	**64 226**	**64 420**	**0,3**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2009.

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2009, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (31 720 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (52 320 $). Enfin, de 2008 à 2009, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 2,8 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 2,7 %.

Tableau 5.4

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Famille comptant un couple	**50 955**	**52 320**	**2,7**
Sans enfants	39 997	41 530	3,8
Avec 1 enfant	58 783	60 790	3,4
Avec 2 enfants	68 593	69 860	1,8
Avec 3 enfants et plus	71 350	72 100	1,1
Famille monoparentale	**30 850**	**31 720**	**2,8**
Avec 1 enfant	29 522	30 420	3,0
Avec 2 enfants	34 292	33 900	– 1,1
Avec 3 enfants et plus	31 887	34 840	9,3

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2012, les investissements dans la région da la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine devraient atteindre 735,3 M$, en baisse de 1,7 % par rapport à 2011, suivant une diminution de 19,9 % entre 2010 et 2011. La région représenterait ainsi 1,0 % du total québécois (70,8 G$). À ce chapitre, la croissance de la région est moins rapide que celle de l'ensemble des régions (+ 5,6 %), tout comme en 2011 (moyenne provinciale : + 6,2 %). La région arrive au quinzième rang parmi les 17 régions administratives en termes de croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012[2]

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Part relative dans la région (2012)	Part relative dans le Québec (2012)
			k$				%	
Production de biens	164 346	161 706	453 197	232 238	253 676	9,2	34,5	1,4
Production de services	399 555	314 591	316 413	359 812	319 011	– 11,3	43,4	1,1
Logement	158 471	141 934	164 281	156 231	162 589	4,1	22,1	0,7
Total	**722 372**	**618 231**	**933 891**	**748 282**	**735 276**	**– 1,7**	**100,0**	**1,0**
Secteur privé non résidentiel	248 191	155 232	422 817	147 717	145 796	– 1,3	19,8	0,6
Secteur public	315 709	321 066	346 793	444 334	426 890	– 3,9	58,1	2,0

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2008-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires; 2012 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 34,5 % de l'investissement régional en 2012, sont en croissance de 9,2 % par rapport à 2011, pour atteindre 253,7 M$. Il s'agit d'un niveau relativement élevé d'une perspective historique, un niveau supérieur n'ayant été atteint qu'en 2010. L'investissement dans la région représente 1,4 % de l'investissement total de ces industries au Québec. En 2012, l'investissement de ces industries se concentre largement dans le secteur des services publics (200,9 M$).

L'investissement dans les industries productrices de services, responsables de près de la moitié de l'investissement régional (43,4 %), est en baisse de 11,3 % par rapport à 2011 et se chiffre à 319,0 M$, suivant une croissance de 13,7 % en 2011. La variation annuelle de l'investissement de la région dans ces industries, qui constitue 1,1 % de l'investissement québécois (29,1 G$), est inférieure à la moyenne provinciale (+ 1,9 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 170,9 M$ en 2012, soit 53,6 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui représente 22,1 % de l'investissement régional en 2012, est en croissance de 4,1 %, pour s'établir à 162,6 M$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne québécoise (+ 2,6 %). La région représente 0,7 % du total provincial.

Le secteur privé non résidentiel, qui s'approprie 19,8 % de l'investissement total, est en décroissance de 1,3 % par rapport à 2011, pour s'élever à 145,8 M$. Cela correspond à une hausse annuelle inférieure à la moyenne québécoise (+ 8,5 %). La région da la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine représente 0,6 % du secteur privé non résidentiel québécois. Les investissements publics affichent une décroissance de 3,9 % par rapport à 2011, pour s'établir à 426,9 M$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne québécoise (+ 5,8 %). Cette région accapare 2,0 % des investissements publics au Québec.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine atteint 93,4 M$ en 2011, en baisse de 27,2 % par rapport à 2010. La décroissance s'observe tant dans le secteur non résidentiel (– 51,1 %) que dans le secteur résidentiel (– 5,7 %).

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 294 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 284 en 2010. La valeur des permis délivrés dans ce secteur se concentre dans la MRC de La Côte-de-Gaspé (18,7 M$) et dans le TE des Îles-de-la-Madeleine (12,2 M$). La moitié des subdivisions régionales ont accordé des permis de bâtir résidentiels pour une valeur supérieure à la moyenne quinquennale. En nombre de nouvelles unités indépendantes autorisées, La Côte-de-Gaspé arrive en tête avec 107, suivie du TE des Îles-de-la-Madeleine (69).

Tableau 6.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2010-2011

	2010	2011	Variation 2011/2010
	n		%
Les Îles-de-la-Madeleine	58	69	19,0
Le Rocher-Percé	41	19	– 53,7
La Côte-de-Gaspé	78	107	37,2
La Haute-Gaspésie	19	19	0,0
Bonaventure	40	37	– 7,5
Avignon	48	43	– 10,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**284**	**294**	**3,5**
Ensemble du Québec	**53 579**	**53 890**	**0,6**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2011.

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2011 est supérieure à la moyenne quinquennale uniquement dans le cas de la composante industrielle (9,4 M$ contre une moyenne de 5,0 M$). Les permis de bâtir industriels se concentrent dans le TE des Îles-de-la-Madeleine (4,1 M$) et dans la MRC de La Côte-de-Gaspé (4,0 M$), toutes deux au-dessus de la moyenne 2007-2011. Les permis de bâtir commerciaux accordés totalisent 16,1 M$, et la valeur qu'ils représentent dans chaque subdivision régionale est inférieure à la moyenne quinquennale. Finalement, les permis de bâtir institutionnels se chiffrent à 4,1 M$, et ils sont majoritairement délivrés dans la MRC de La Côte-de-Gaspé.

Tableau 6.2.2

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2011

	Résidentiel		Commercial		Industriel		Institutionnel	
	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11
Les Îles-de-la-Madeleine	12 219	13 809	2 340	3 165	4 050	1 656	780	4 392
Le Rocher-Percé	7 023	8 174	3 630	4 244	79	184	96	3 070
La Côte-de-Gaspé	18 691	19 220	5 317	6 333	3 973	2 181	2 170	3 782
La Haute-Gaspésie	6 616	5 319	171	1 193	70	293	180	1 219
Bonaventure	8 645	7 119	2 697	2 733	965	276	598	2 515
Avignon	10 556	10 157	1 935	3 151	307	428	243	2 275
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**63 750**	**63 799**	**16 090**	**20 819**	**9 444**	**5 017**	**4 067**	**17 253**
Ensemble du Québec	**10 174 688**	**9 151 047**	**3 275 802**	**2 719 160**	**966 666**	**934 697**	**1 072 441**	**1 203 431**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2011.

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel de la santé

En 2009, dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le nombre de médecins augmente de 2,9 %, ce qui fait perdurer la croissance uniforme amorcée en 2005. Au Québec, ce nombre s'accroît de 1,5 %, ce qui porte l'effectif à 16 663, et on obtient 213 médecins pour 100 000 habitants (+ 1 point). Depuis 2005, l'accroissement du nombre de médecins dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 14,9 %) est dû davantage aux spécialistes (+ 30,1 %) qu'aux omnipraticiens (+ 7,2 %). Au Québec, les spécialistes (+ 8,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 4,0 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 6,3 %). Pour ce qui est du nombre de chirurgiens-dentistes, on assiste en 2009 à une baisse de 6,9 %, et ce, pour une première fois depuis 2005.

En 2009-2010, on enregistre dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pour une quatrième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 2,3 %). Cette croissance est davantage influencée par les préposés aux bénéficiaires (+ 6,3 %) et les infirmiers auxiliaires (+ 3,0 %) que par les infirmiers (+ 0,3 %). La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaît ainsi en 2009-2010 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,7 %). Par ailleurs, depuis 2005-2006, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 3,4 %) inférieure à la moyenne québécoise (+ 6,0 %).

Tableau 7.1

Personnel de la santé selon la catégorie, région sociosanitaire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Médecins[1]	**n**	**249**	**263**	**271**	**278**	**286**
Omnipraticiens	n	166	172	174	175	178
Ensemble des spécialistes	n	83	91	97	103	108
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	261	276	286	294	302
Chirurgiens-denstistes[1]	**n**	**22**	**26**	**27**	**29**	**27**
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	23	27	29	31	29
Personnel infirmier[2]	**n**	**1 278**	**1 280**	**1 280**	**1 292**	**1 322**
Infirmiers	n	727	726	714	708	710
Infirmiers auxiliaires	n	270	265	254	264	272
Préposés aux bénéficiaires	n	281	288	311	320	340
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	1 338	1 345	1 351	1 366	1 398

1. En ce qui concerne les médecins et les chirurgiens-dentistes, les données sont présentées sur la base des années civiles (par exemple, pour 2009-2010, les données font référence à 2009).
2. En ce qui concerne le personnel infirmier, en équivalent temps complet, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel de la santé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, en 2009-2010, il augmente pour une quatrième année consécutive et atteint 82,2 %. De plus, l'augmentation de 6,9 points s'accompagne d'un accroissement de 2,6 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation (83,9 %) décroît de 0,1 point, alors que le nombre d'usagers (707 082) diminue de 1,6 % en 2009-2010. Par ailleurs, la baisse de 6,7 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2009-2010 maintient la tendance observée depuis 2006-2007. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 843) poursuit, en 2009-2010, sa légère augmentation (+ 0,7 %), et ce, pour une troisième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la baisse de 2,7 points du taux d'occupation des lits dressés en 2009-2010 accorde à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (94,5 %) un taux inférieur à celui du Québec (97,1 %). Cette diminution s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers de 6,9 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,7 point en 2009-2010, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une baisse de 1,4 %. Pour la première fois depuis 2004-2005, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a augmenté dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,3 % en 2009-2010). Au Québec, après trois années de baisse, le nombre de lits dressés (40 195) stagne en 2009-2010.

Tableau 7.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Soins généraux et spécialisés						
Nombre de lits dressés	n	257	242	229	224	209
Nombre pour 100 000 habitants[1,r]	n pour 100 000 hab.	269	254	242	237	221
Taux d'occupation	%	69,4	70,9	71,8	75,3	82,2
Nombre d'usagers	n	12 887	12 464	11 394	11 980	12 288
Hébergement et soins de longue durée						
Nombre de lits dressés	n	617	611	588	577	590
Nombre pour 100 000 habitants[1,r]	n pour 100 000 hab.	646	642	621	610	624
Taux d'occupation	%	91,6	93,6	97,1	97,2	94,5
Nombre d'usagers	n	955	1 006	1 031	1 104	1 028

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Calculé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

8. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômes décernés

Les établissements collégiaux de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ont décerné 159 diplômes en formation préuniversitaire (51,5 %) et 149 diplômes en formation technique (48,2 %) en 2009, ce qui en fait une des cinq régions au Québec où l'on retrouve cette proportion inverse pour la répartition des diplômes collégiaux. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (64,7 % et 35,0 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. L'écart tend à diminuer depuis 2007.

Pour une deuxième année consécutive, le nombre de diplômes décernées au collégial dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine diminue (– 6,4 % en 2009), ce qui en fait une des trois seules régions qui affichent un recul au Québec (+ 4,6 %). Cette tendance négative est due principalement à la baisse de 17,2 % des diplômes techniques, particulièrement chez les femmes (– 28,0 %). Les diplômes préuniversitaires ont quant à eux augmenté de 6,0 %, là aussi notamment chez les femmes (+ 14,6 %). Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 55,3 % des diplômes décernés et les sciences, 33,3 %. En ce qui a trait à l'enseignement technique, ce sont les techniques humaines qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 49,7 %, suivies par les techniques administratives, 32,2 %.

Tableau 8.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2006-2009

	2006r	2007	2008	2009
		n		
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**369**	**380**	**330**	**x**
Préuniversitaire	**168**	**177**	**150**	**159**
Arts et lettres	25	25	15	18
Sciences	56	54	58	53
Sciences humaines	87	98	77	88
Technique	**201**	**203**	**180**	**149**
Techniques physiques	28	22	24	14
Techniques biologiques	34	38	19	13
Techniques administratives	76	85	76	48
Techniques humaines	63	58	61	74
Hors programme	–	–	–	**x**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

En 2010, les 259 diplômés au baccalauréat de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont majoritairement des femmes (69,5 %), tout comme au Québec (62,5 %). Tandis que cette proportion augmente graduellement au provincial depuis 2007 (+ 1,1 point), elle est en hausse par rapport à 2009 dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 7,6 points), ce qui freine la diminution des trois dernières années.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (69,1 %), ce qui est inférieur à la proportion québécoise (70,3 %). En 2010, on observe que le nombre de diplômés au baccalauréat a augmenté dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 0,8 %), ce qui se situe au-dessus de la croissance du Québec (+ 0,7 %). Depuis 2007, on s'aperçoit que la tendance est à la hausse (+ 0,4 %), essentiellement grâce au domaine des sciences sociales et humaines.

Tableau 8.2

Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe et selon la région de résidence au secondaire[1], Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2007-2010

	2007	2008	2009	2010
		n		
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**258**	**279**	**257**	**259**
Santé	**44**	**46**	**26**	**46**
Hommes	x	8	x	5
Femmes	x	38	x	41
Sciences naturelles et génie	**51**	**47**	**46**	**34**
Hommes	32	29	33	22
Femmes	19	18	13	12
Sciences sociales et humaines	**163**	**186**	**185**	**179**
Hommes	48	55	63	52
Femmes	115	131	122	127

1. La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au niveau secondaire, comme ce code demeure inchangé tout au long de leurs études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Les trois principales universités d'où viennent les diplômés au baccalauréat de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont, dans l'ordre, l'Université Laval (33,2 %), l'Université du Québec à Rimouski et l'Université de Sherbrooke (22,0 % et 10,4 % respectivement). La part de l'Université Laval a diminué pour la quatrième année consécutive, en baisse notamment de 2,6 points par rapport à 2009. À l'inverse, l'Université du Québec à Rimouski augmente depuis 2008, avec une hausse de 2,2 points en 2010, atteignant par le fait même un sommet historique.

9. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Même si la population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est inférieure à 100 000 personnes (93 119 habitants), les données de cette région ont tout de même été pondérées par 100 000 habitants afin de faciliter la comparabilité avec les autres régions. En fonction de la taille de sa population, le territoire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine recèle un nombre substantiel d'établissements culturels comme des points de services de bibliothèques publiques (55), des institutions muséales (31) et des salles de spectacles (24). En fait, il s'agit de la région administrative qui regroupe, par 100 000 habitants, le plus de salles de spectacles, d'institutions muséales, de points de services de bibliothèques publiques, de cinémas et de ciné-parcs. De plus, elle arrive au 3e rang pour le nombre de stations de radio privées et communautaires.

Tableau 9.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2009 et 2010

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2009	2010	2010	2010	
	n		%	n	
Centres d'artistes	1	1	1,5	1,1	0,8
Salles de spectacles	25	24	4,3	25,8	7,0
Institutions muséales[2]	29	31	7,2	33,3	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	1	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	54	..	..	..	...
Librairies	6	6	1,6	6,4	4,7
Cinémas et ciné-parcs	7	8	6,5	8,6	1,6
Écrans	7	9	1,2	9,7	9,9
Stations de radio privées et communautaires	8	8	4,7	8,6	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se classe au 2e rang pour le nombre de représentations en arts de la scène par 1 000 habitants (3,4) et pour le nombre de visiteurs dans les institutions muséales (2 739). Cependant, avec ses huit cinémas et ciné-parcs (neuf écrans), cette région demeure l'endroit, en 2010, où les entrées au cinéma sont les plus basses (468 par 1 000 habitants). Une situation similaire s'observe aussi dans les autres régions éloignées.

Tableau 9.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2009 et 2010

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Qc
		2010	2009	2010	2010
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	320	2,9	3,4	1,9
Entrées	n	45 911	776,6	493,0	0,7
Assistance des cinémas					
Entrées	n	43 579	375,5	468,0	0,2
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	255 053	2 639,8	2 739,0	2,0
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	342,5	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs[1]	$	11 595 129	37 493,1	39 548,7	2,3

1. Incluent les ventes des librairies des régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Éducation

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2009).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles* de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2010rp	Var. 10/09	2010p	Var. 10/09	2011	2009	Var. 12/11	2011p	TAAM[2] 2006-2011
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	30 376	4,6	23 044	2,0	8,0	6,9	3,2	200 462	– 1,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	32 935	4,8	24 801	3,5	8,3	6,7	– 10,0	273 461	– 0,5
Capitale-Nationale	42 800	3,3	27 639	2,1	5,8	5,9	2,4	701 204	9,5
Mauricie	31 004	4,1	23 875	2,8	7,8	9,6	5,5	262 340	1,5
Estrie	30 943	3,6	23 951	2,8	6,7	9,1	– 0,3	312 150	7,3
Montréal	53 248	3,4	27 646	3,0	9,7	17,0	1,9	1 958 257	8,8
Outaouais	29 742	2,9	26 578	3,1	7,4	8,9	8,9	368 181	13,1
Abitibi-Témiscamingue	40 932	6,3	27 048	6,1	7,5	8,0	– 10,2	146 419	2,1
Côte-Nord	54 832	4,7	28 783	7,0	7,8	9,7	66,3	95 802	– 1,6
Nord-du-Québec	65 273	3,9	32 027	6,2	7,8	16,0	20,3	42 330	10,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24 958	4,8	22 959	3,1	12,4	9,7	– 1,7	93 130	– 4,3
Chaudière-Appalaches	33 857	3,3	25 374	2,4	4,8	5,4	3,8	406 401	4,7
Laval	31 050	2,7	26 819	2,5	7,1	8,4	6,4	403 744	16,1
Lanaudière	23 019	3,1	25 371	2,9	7,7	8,1	3,7	469 916	16,0
Laurentides	28 959	2,6	26 843	3,1	8,1	7,9	6,1	555 614	13,9
Montérégie	31 448	3,2	27 705	3,4	7,0	8,0	4,4	1 456 743	10,4
Centre-du-Québec	35 253	3,8	23 948	3,3	7,2	8,6	4,7	233 509	6,6
Ensemble du Québec	**37 795**	**3,4**	**26 642**	**3,1**	**7,8**	**9,8**	**5,6**	**7 979 663**	**8,9**

1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.
2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 4.

Tableau comparatif pour les MRC et TE de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Revenu personnel disponible par habitant[1]		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans[1]	Taux de faible revenu des familles[2]	Population au 1er juillet[3]		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2010p	Var. 10/09	2010p	2009	2011p	TAAM[4] 2006-2011	2011p	2010-2011[5]
	$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 959	3,1	61,1	9,7	93 130	– 4,3	– 243	99
Les Îles-de-la-Madeleine	24 762	1,6	64,4	4,0	12 942	– 3,4	– 45	8
Le Rocher-Percé	21 323	2,7	53,2	12,4	17 819	– 7,1	– 106	43
La Côte-de-Gaspé	24 092	2,5	67,9	6,5	17 819	– 1,4	6	– 20
La Haute-Gaspésie	19 806	3,9	54,7	14,1	11 870	– 8,0	– 60	– 19
Bonaventure	22 845	3,3	63,5	7,9	17 643	– 3,8	– 39	77
Avignon	24 677	4,9	62,1	14,3	15 037	– 2,8	0	10
Ensemble du Québec	**26 642**	**3,1**	**73,5**	**9,8**	**7 979 663**	**8,9**	**29 200**	...

1. Selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2010.
2. Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2009.
3. Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2011.
4. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 4.
5. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2011)	20 317 km²
Densité de population (2011)	4,6 hab./km²
Population totale (2011[p])	93 130 hab.
Accroissement naturel (2011[p])	–243 hab.
Solde migratoire interrégional (2010-2011)[1]	99 hab.
PIB aux prix de base (2010[e,p])	2 341,7 M$
PIB par habitant (2010[e])	24 958 $
Revenu personnel disponible par habitant (2010[p])	22 959 $
Emplois (2011)	38,0 k
Taux d'activité (2011)	55,2 %
Taux d'emploi (2011)	48,3 %
Taux de chômage (2011)	12,4 %
Taux de faible revenu des familles (2009)	9,7 %
Dépenses en immobilisation (2012)[2]	735,3 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec